

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2009 — 1416

[2009/201675]

2 AVRIL 2009. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 21 mars 2005 relatif à l'organisation de l'élevage de petits ruminants

Le Ministre flamand des Réformes institutionnelles, des Affaires administratives, de la Politique extérieure, des Médias, du Tourisme, des Ports, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,

Vu la loi du 20 juin 1956 relative à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture, modifiée par l'arrêté royal n° 426, modifié par les lois des 24 mars 87 et 23 mars 98 et par le décret du 12 décembre 2008;

Vu l'arrêté royal du 20 octobre 1992 relatif à l'amélioration des espèces ovine et caprine, modifié par les arrêtés royaux des 9 janvier 1995 et 20 juillet 2000 et par l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 avril 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 juillet 2004 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 15 octobre 2004, 23 décembre 2005, 19 mai 2006, 30 juin 2006, 30 juin 2006, 1^{er} septembre 2006, 15 juin 2007, 28 juin 2007, 10 octobre 2007, 14 novembre 2007, 5 septembre 2008, 22 septembre 2008 et 6 janvier 2009;

Vu l'arrêté ministériel du 21 mars 2005 relatif à l'organisation de l'élevage de petits ruminants;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 19 mars 2009;

Vu la concertation entre les régions du 12 mars 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'ASBL "Kleine Herkauwers Vlaanderen" a demandé de tenir à jour le livre généalogique de la race ovine Herdwick;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de déterminer les races pour lesquelles l'association d'élevage agréée tient les livres généalogiques de sorte que les éleveurs d'animaux des dites races peuvent bénéficier sans délai des garanties liées à l'inscription dans un livre généalogique,

Arrête :

Article unique. Au point 1^o de l'annexe de l'arrêté ministériel du 21 mars 2005 relatif à l'organisation de l'élevage de petits ruminants, modifié par les arrêtés ministériels des 21 mars 2006, 19 mai 2006, 13 février 2007, 1^{er} juin 2007 et 20 juin 2008, il est ajouté un point o), rédigé comme suit :

"o) Herdwick;".

Bruxelles, le 2 avril 2009.

Le Ministre flamand des Réformes institutionnelles,
des Affaires administratives, de la Politique extérieure, des Médias, du Tourisme,
des Ports, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité

K. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1417

[2009/201668]

24 MARS 2009. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 22 février 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 et l'arrêté ministériel du 30 mars 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation en faveur des locataires et établissant une convention-type de bail à réhabilitation

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorables dans le cadre d'un bail à réhabilitation;

Vu l'arrêté ministériel du 22 février 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation en faveur des locataires et établissant une convention-type de bail à réhabilitation,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 février 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999, sous la rubrique "Isolation" succédant au point 21, la phrase suivante, insérée par l'arrêté ministériel du 13 février 2008, est abrogée :

"En cas d'isolation des murs et/ou des planchers, si l'isolant placé permet d'atteindre les normes suivantes :

- 0,9 W/m²K pour les planchers sur locaux non chauffés et parois verticales contre locaux non chauffés ou contre le sol. La résistance thermique de l'isolant placé doit être égale ou supérieure à 0,8 m²K/W;

- 1,2 W/m²K pour les planchers sur sol. La résistance thermique de l'isolant placé doit être égale ou supérieure à 0,8 m²K/W;

mais sans atteindre celles fixées par l'article 7, § 7, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999, les travaux d'isolation ne font pas l'objet de la majoration de prime visée au § 7, 1^o, du même article 7, mais leur coût est intégré dans le montant des factures visé au § 1^{er} du même article 7."

Art. 2. A l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 mars 1999 déterminant les conditions techniques relatives aux logements faisant l'objet d'une prime à la réhabilitation en faveur des locataires et établissant une convention-type de bail à réhabilitation, sous la rubrique "Isolation", point 21, la phrase suivante, insérée par l'arrêté ministériel du 13 février 2008, est abrogée :

"En cas d'isolation des murs et/ou des planchers, si l'isolant placé permet d'atteindre les normes suivantes :

- 0,9 W/m²K pour les planchers sur locaux non chauffés et parois verticales contre locaux non chauffés ou contre le sol. La résistance thermique de l'isolant placé doit être égale ou supérieure à 0,8 m²K/W;

- 1,2 W/m²K pour les planchers sur sol. La résistance thermique de l'isolant placé doit être égale ou supérieure à 0,8 m²K/W;

mais sans atteindre celles fixées par l'article 8, § 5, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999, les travaux d'isolation ne font pas l'objet de la majoration de prime visée au § 5, 1°, du même article 8, mais leur coût est intégré dans le montant des factures visé au § 1^{er} du même article 8."

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2009.

Art. 4. Pour les demandes introduites jusqu'au 1^{er} août 2009, les arrêtés ministériels du 22 février 1999 et du 30 mars 1999 précités restent toutefois d'application dans leur version antérieure aux modifications y insérées par le présent arrêté si cette version est plus favorable aux demandeurs que la version modifiée.

Namur, le 24 mars 2009.

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1417

[2009/201668]

24. MÄRZ 2009 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 Gegenstand einer Sanierungsprämie sind und des Ministerialerlasses vom 30. März 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die den Gegenstand einer Sanierungsprämie zugunsten von Mieteren bilden, und zur Festlegung eines Musters des Sanierungsmietvertrags

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 16;
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen;
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mieteren, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren;
Aufgrund des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 Gegenstand einer Sanierungsprämie sind;
Aufgrund des Ministerialerlasses vom 30. März 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die den Gegenstand einer Sanierungsprämie zugunsten von Mieteren bilden, und zur Festlegung eines Musters des Sanierungsmietvertrags,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 3 des Ministerialerlasses vom 22. Februar 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 Gegenstand einer Sanierungsprämie sind, wird der folgende, durch den Ministerialerlass vom 13. Februar 2008 eingefügte Satz unter der Rubrik "Isolierung" nach dem Punkt 21 außer Kraft gesetzt:

"Bei Isolierung der Mauern und/oder der Fußböden: wenn der angebrachte Dämmstoff erlaubt, die folgenden Normen zu erreichen:

-0,9 W/m²K für die Böden auf ungeheizten Räumen und für die senkrechten Wände gegen ungeheizte Räume oder gegen Erdreich. Der Wärmewiderstand des angebrachten Dämmstoffs muss gleich oder höher als 0,8 m²K/W sein;

-1,2 W/m²K für die Fußböden auf Erdreich. Der Wärmewiderstand des angebrachten Dämmstoffs muss gleich oder höher als 0,8 m²K/W sein;

ohne jedoch die in Artikel 7, § 7, 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 festgesetzten Normen zu erreichen, geben die Isolierungsarbeiten keinen Anspruch auf die in § 7, 1° desselben Artikels 7 erwähnte Erhöhung der Prämie; ihre Kosten sind jedoch in dem in § 1 desselben Artikels 7 erwähnten Betrag der Rechnungen mitgerechnet."

Art. 2 - In Artikel 3 des Ministerialerlasses vom 30. März 1999 zur Bestimmung der technischen Anforderungen bezüglich der Wohnungen, die den Gegenstand einer Sanierungsprämie zugunsten von Mieteren bilden, und zur Festlegung eines Musters des Sanierungsmietvertrags, wird der folgende, durch den Ministerialerlass vom 13. Februar 2008 unter der Rubrik "Isolierung", Punkt 21 eingefügte Satz außer Kraft gesetzt:

"Bei Isolierung der Mauern und/oder der Fußböden: wenn der angebrachte Dämmstoff erlaubt, die folgenden Normen zu erreichen:

-0,9 W/m²K für die Böden auf ungeheizten Räumen und für die senkrechten Wände gegen ungeheizte Räume oder gegen Erdreich. Der Wärmewiderstand des angebrachten Dämmstoffs muss gleich oder höher als 0,8 m²K/W sein;

-1,2 W/m²K für die Fußböden auf Erdreich. Der Wärmewiderstand des angebrachten Dämmstoffs muss gleich oder höher als 0,8 m²K/W sein;

ohne jedoch die in Artikel 8, § 5, 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 festgesetzten Normen zu erreichen, geben die Isolierungsarbeiten keinen Anspruch auf die in § 5, 1° desselben Artikels 8 erwähnte Erhöhung der Prämie; ihre Kosten sind jedoch in dem in § 1 desselben Artikels 8 erwähnten Betrag der Rechnungen mitgerechnet."

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Mai 2009 in Kraft.

Art. 4 - Für die bis zum 1. August 2009 eingereichten Anträge bleiben die vorerwähnten Ministerialerlasse vom 22. Februar 1999 und vom 30. März 1999 jedoch in ihrer vorherigen Fassung ohne die durch den vorliegenden Erlass eingefügten Abänderungen weiterhin anwendbar, wenn diese Fassung vorteilhafter für die Antragsteller als die abgeänderte Fassung ist.

Namur, den 24. März 2009

A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

N. 2009 — 1417

[2009/201668]

24 MAART 2009. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 februari 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie wordt toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 en het ministerieel besluit van 30 maart 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie aan huurders wordt toegekend en waarbij een type-overeenkomst voor een renovatiehuurcontract wordt opgemaakt

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 februari 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie wordt toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 maart 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie aan huurders wordt toegekend en waarbij een type-overeenkomst voor een renovatiehuurcontract wordt opgemaakt,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3 van het ministerieel besluit van 22 februari 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie wordt toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999, wordt, onder de rubriek "Isolatie" volgend op punt 21, de volgende zin, ingevoegd bij het ministerieel besluit van 13 februari 2008, opgeheven :

"Bij isolatie van de muren en/of van de vloeren, als het geplaatste isolerend materiaal het bereiken van de volgende normen mogelijk maakt :

- 0,9 W/m²K voor vloeren op onverwarmde lokalen en verticale binnemuren tegen onverwarmde lokalen of tegen de bodem. De thermische weerstand van de isolerende stof moet gelijk zijn aan of hoger zijn dan 0,8 m²K/W;

- 1,2 W/m²K voor de vloeren op de bodem. De thermische weerstand van de isolerende stof moet gelijk zijn aan of hoger zijn dan 0,8 m²K/W;

maar zonder die bepaald bij artikel 7, § 7, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 te bereiken, de isolatiewerken maken niet het voorwerp uit van de in § 7, 1°, van hetzelfde artikel 7 bedoelde verhoging van de premie, maar hun kost wordt opgenomen in het bedrag van de facturen bedoeld in § 1 van hetzelfde artikel 7."

Art. 2. In artikel 3 van het ministerieel besluit van 30 maart 1999 waarbij de technische voorwaarden worden bepaald voor woningen waarvoor een renovatiepremie aan huurders wordt toegekend en waarbij een type-overeenkomst voor een renovatiehuurcontract wordt opgemaakt, wordt, onder de rubriek "Isolatie", punt 21, de volgende zin, ingevoegd bij het ministerieel besluit van 13 februari 2008, opgeheven :

"Bij isolatie van de muren en/of van de vloeren, als het geplaatste isolerend materiaal het bereiken van de volgende normen mogelijk maakt :

- 0,9 W/m²K voor vloeren op onverwarmde lokalen en verticale binnemuren tegen onverwarmde lokalen of tegen de bodem. De thermische weerstand van de isolerende stof moet gelijk zijn aan of hoger zijn dan 0,8 m²K/W;

- 1,2 W/m²K voor de vloeren op de bodem. De thermische weerstand van de isolerende stof moet gelijk zijn aan of hoger zijn dan 0,8 m²K/W;

maar zonder die bepaald bij artikel 8, § 5, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 te bereiken, de isolatiewerken maken niet het voorwerp uit van de in § 5, 1°, van hetzelfde artikel 8 bedoelde verhoging van de premie, maar hun kost wordt opgenomen in het bedrag van de facturen bedoeld in § 1 van hetzelfde artikel 8."

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2009.

Art. 4. Voor de aanvragen ingediend tot 1 augustus 2009 blijven voornoemde ministeriële besluiten van 22 februari 1999 en van 30 maart 1999 in de versie gelden die van toepassing was vóór invoeging van de wijzigingen bij dit besluit als die versie gunstiger is voor de aanvragers dan de gewijzigde versie.

Namen, 24 maart 2009.

A. ANTOINE